

Les Jeunes et L'agroalimentaire: Aspirations, Opportunités et Défis

La population africaine est estimée à plus d'un milliard de personnes dont plus de 60% sont des jeunes hommes et femmes de moins de 35 ans. La plupart des jeunes africains sont toujours confrontés au chômage, au sous-emploi, au manque de compétences, de formation et de capital, et leurs besoins en informations et en services relatifs au VIH/SIDA ne sont pas satisfaits. Cette situation est encore plus prononcée chez les jeunes vivant dans les zones rurales dont la plupart n'ont pas la possibilité d'exploiter au mieux leur potentiel (AU 2011).

Les gouvernements africains, les organismes internationaux et les ONG ont besoin de politiques qui soient davantage centrées sur les jeunes et sur l'agriculture.

La pauvreté et le sous-emploi endémiques dans les zones rurales, les migrations de jeunes vers les villes, les populations rurales vieillissantes et la productivité réduite de l'agriculture sont observées sur tout le continent. Le problème des jeunes et de l'agriculture est abordé en parlant de 'jeunesse en péril' ou d' 'agriculture en péril',

en fonction du point de vue adopté. L'agriculture modernisée, et considérée comme une entreprise, avec son potentiel supposé de croissance et d'emploi, est regardée comme le 'salut des jeunes'. En même temps, les jeunes sont considérés comme le 'salut de l'agriculture'.

Néanmoins, les jeunes aspirent de plus en plus à travailler en dehors du secteur agricole. Même si l'agriculture les intéresse, les possibilités d'en vivre sont limitées dans bon nombre de situations.

Il est essentiel de comprendre ces aspirations, ces opportunités et ces contraintes en vue de concevoir des politiques efficaces visant à soutenir les jeunes pour qu'ils réussissent à exploiter tout leur potentiel social et économique. Ce point info s'appuie sur les conclusions d'études menées par Future Agricultures¹ et pose plusieurs questions:

- Quelles sont les attentes et les aspirations des jeunes hommes et femmes vivant dans les zones rurales?

- Quelles sont les contraintes et les opportunités pour les jeunes qui souhaitent s'engager dans une activité agricole productive?
- De quelle manière les politiques peuvent-elles apporter un soutien de meilleure qualité aux jeunes pour qu'ils réussissent à prendre part au secteur de l'agroalimentaire?

Le 'problème' des jeunes et de l'agricultureⁱⁱ

Le problème 'des jeunes et de l'agriculture' est complexe. Les portraits qui sont dressés des jeunes sont contradictoires, et ils les représentent d'une part comme étant le 'futur de la nation' et les associent d'autre part aux problèmes de chômage, de sous-emploi, de vulnérabilité et de comportements négatifs comme la prise de risques, le crime et la violence.

Comprendre la nature du problème, et son origine, constitue une première étape vers sa résolution. Cependant, les données empiriques sont actuellement peu nombreusesⁱⁱⁱ, et les responsables politiques et les planificateurs

s'appuient sur l'opinion générale, des anecdotes et des preuves narratives.

Certaines explications au problème des jeunes et de l'agriculture sont essentiellement des explications de type 'attraction et répulsion'^{iv}. Les possibilités de formation, les services, l'impression d'un meilleur salaire et d'emplois mieux placés dans les zones urbaines 'attirent' les jeunes qui quittent ainsi les zones rurales. En même temps, l'augmentation de la densité de la population et la pression sur les sols, aggravée par une marchandisation de l'agriculture, des structures basées sur l'héritage et des investissements étrangers dans les terrains^v, associés à une profitabilité réduite de l'agriculture (en raison de la mauvaise qualité des ressources naturelles et du manque de marchés ou d'investissements), bloquent l'accès des jeunes aux terres, au travail et aux capitaux et les 'repoussent' ainsi des zones rurales. Une étude de cas des attentes des jeunes issus de milieux ruraux, et des défis auxquels ils sont confrontés en Éthiopie, est proposée dans l'encadré 1.

Encadré 1 : Un dernier recours et souvent pas une option du tout : l'agriculture et les jeunes en Éthiopie^{vi}

Les politiques de développement en Éthiopie insistent sur le fait que l'agriculture constitue les fondements de l'industrialisation, et qu'une nouvelle génération de jeunes agriculteurs qualifiés est nécessaire pour transformer le secteur agricole. Le succès de cette stratégie dépend fortement de la volonté de la nouvelle génération de former les jeunes pour qu'ils considèrent l'agriculture comme un mode de vie potentiellement gratifiant.

Le souhait des jeunes de devenir agriculteurs et la viabilité de ce secteur comme moyen de subsistance futur ont été étudiés dans deux *kebele*^{vii} rurales d'Éthiopie.

Malgré la progression récente en termes de productivité, la réaction prédominante chez de nombreux jeunes est de dire que le secteur de l'agriculture est un secteur du passé, exigeant et même humiliant; c'est particulièrement vrai pour ceux qui ont étudié pendant de nombreuses années et ont fondé leurs espoirs sur cette éducation, et en attendent beaucoup.

Les attitudes négatives des familles et de la société accentuent les préférences des jeunes pour le travail dans des zones urbaines même s'il est mal payé et aussi éreintant que dans l'agriculture.

Le retour dans les champs après avoir échoué aux examens nationaux de fin d'études est considéré comme un échec.

Cette attitude négative envers une vie future dans le secteur de l'agriculture était encore plus évidente chez les filles à l'école: '*Kegibrina hiwot melaqeq*' (s'éloigner de la vie dans les champs) entendait-on fréquemment.

'Je rentre de l'école à la maison et je n'ai jamais le temps d'étudier ; c'est toujours' fais ci, fais ça'. J'aimerais que mes parents comprennent que j'ai besoin de temps pour étudier. Si c'est déjà aussi dur maintenant, cela ne peut être que pire si je deviens agricultrice comme eux. (Une écolière, Chertekel Kebele).

-Certains jeunes sont intéressés par le secteur de l'agriculture mais ils pensent que cette option est à éliminer car ils ne peuvent pas obtenir de terrain à cultiver, que ce soit dans les zones à forte ou à basse densité de population:

'Si vous êtes un bon agriculteur, que vous utilisez des graines améliorées et que vous savez ce qu'il faut cultiver, vous pouvez mieux gagner votre vie qu'un fonctionnaire. L'agriculture rapporte beaucoup. Même les citoyens l'ont compris, et ils commencent à investir dans l'agriculture. De nombreux jeunes préféreraient débiter une activité agricole plutôt que de se lancer dans autre chose. Mais c'est ce que mon ami vient de dire, ils n'ont pas de terrain!' (Un jeune, Chertekel Kebele).

Pour les jeunes qui envisagent une activité agricole, les financements inaccessibles, les pluies saisonnières imprévisibles et irrégulières, la baisse de la fertilité des sols et le manque de services et de crédit pour l'agriculture, en plus du problème des terres, font de l'agriculture une option de plus en plus difficile.

Les responsables politiques, les partenaires du développement, la société civile et le secteur privé doivent s'engager aux côtés des jeunes et prendre au sérieux leurs idées, leurs aspirations et leurs besoins. Cela signifie qu'il faut résoudre les obstacles bien réels qui empêchent les jeunes de se lancer dans l'agriculture. En premier lieu, il existe un problème d'accès aux terres. Il est urgent de résoudre la question du transfert des terres entre générations et de rouvrir le débat concernant la répartition des terres (pour réduire les injustices et permettre aux jeunes de les utiliser) afin d'éviter les conflits permanents qui créent une instabilité à grande échelle dans les zones rurales. En deuxième lieu, les jeunes qui souhaitent se lancer dans l'agriculture 'moderne' doivent être assistés en leur donnant accès à des programmes de financement et des crédits. Dans le cas contraire, la vision du Gouvernement qui consiste à créer une nouvelle génération de jeunes agriculteurs d'élite restera une chimère.

Les jeunes et la marge de possibilités

Malgré tout, les jeunes ne sont pas entièrement forcés d'agir contre leur volonté par des facteurs extérieurs; ils ont, dans une plus ou moins grande mesure, un rôle à jouer dans leur propre avenir. Les attentes, les aspirations et les idées des jeunes concernant la vie dans les campagnes ont également une influence sur leurs choix d'activités professionnelles. Celles-ci dépendent également de leur expérience, et de

plus en plus de l'accès à l'éducation, aux médias et à la technologie de la communication.

Les jeunes viennent d'horizons variés et leurs expériences sont multiples ce qui a un impact sur leurs attentes vis-à-vis de l'agriculture et de leur avenir. Il est important de comprendre cette diversité pour la conception de politiques visant à soutenir le développement de l'agriculture par les jeunes. Un exemple des expériences dans le secteur du cacao au Ghana est proposé dans l'encadré 2.



© Christine Okali

La culture de rente aide les jeunes à réunir un capital en vue de commencer une activité en dehors du secteur agricole.

Encadré 2 : Idées et aspirations : les jeunes du secteur du cacao au Ghana^{viii}

La production de cacao est une activité économique importante au Ghana. Il semble cependant que les rendements actuels moyens pourraient être considérablement accrus.

Une étude des idées et des aspirations des jeunes concernant la culture du cacao en a conclu que la plupart des jeunes disposait d'une expérience directe de la culture du cacao, certains comme agriculteurs à temps plein et d'autres à temps partiel, souvent dans les exploitations de leurs parents. La plupart a également fait l'expérience de la vie en dehors de leur milieu direct: certains ont émigré de manière indépendante, ou chez des membres de leur famille, vers d'autres régions du Ghana, d'autres ont vécu dans des villes ou d'autres régions pour y travailler ou y étudier. L'expérience des jeunes et leur implication dans le secteur agricole, ainsi que leur niveau de formation actuel et futur, étaient les facteurs les plus significatifs à prendre en compte pour définir leurs aspirations en termes d'activités professionnelles.

Les aspirations des jeunes en matière d'activités professionnelles étaient classées en 3 catégories (par ordre de préférence):

- Un poste de travail solide comme activité principale, sans rapport direct avec le secteur agricole;
- Un travail dans l'agriculture en vue de réunir un capital et occuper un poste de travail principal en dehors des champs;
- Un travail dans l'agriculture sur leur propre exploitation comme activité professionnelle principale.

Un poste de travail solide comme activité principale, en dehors de l'agriculture. Tous les jeunes ont déclaré que le meilleur emploi consistait en un poste de travail solide, salarié, dans des bureaux, mais seule une minorité estimait que c'était d'une option réaliste. Il s'agissait principalement d'étudiants qui espéraient poursuivre leur formation aux niveaux secondaire et tertiaire. Cela illustre l'impact du niveau de formation et des objectifs sur les aspirations des jeunes. Une éducation solide peut permettre aux jeunes d'acquérir des connaissances et des compétences en vue de pratiquer une série d'activités professionnelles, le choix final dépendant de facteurs personnels et du contexte (marge de possibilités). La plupart des jeunes inclus dans ce groupe n'attribuait aucune place aux activités liées directement à l'agriculture; au mieux, ils engageraient des employés pour s'occuper de l'exploitation de leurs parents. Certains envisageraient de travailler dans l'agriculture commerciale à grande échelle si des terres, des crédits, ainsi que des services et des politiques d'assistance par le Gouvernement étaient accessibles.

Même si le premier choix de la plupart des jeunes penche vers un emploi en dehors du secteur agricole, les deux autres groupes d'aspirations impliquaient l'agriculture de manière directe.

Un travail sur sa propre exploitation. Certains jeunes espéraient s'occuper tout d'abord d'une exploitation quelconque avant de travailler comme métayers (en partageant les revenus avec le propriétaire), et posséder enfin une exploitation comme propriétaire ou locataire. Leur objectif était de mieux contrôler les activités agricoles, réduire les corvées et gagner mieux leur vie à chaque étape. Pour certains jeunes, cela pourrait signifier devoir émigrer, pas vers les villes mais vers les zones rurales où les perspectives semblent meilleures.

Un travail dans l'agriculture en vue de réunir un capital et occuper un poste de travail en dehors des champs. Plus de la moitié des jeunes souhaitaient apprendre un métier (par exemple mécanicien, menuisier, électricien, tailleur) souvent dans une plus grande ville. La plupart bénéficiait d'une formation de qualité, à l'inverse de ceux qui espéraient travailler dans les champs qui n'en avait que très peu ou pas du tout. Ce groupe considérait le travail dans une exploitation de cacao comme une mesure provisoire: un moyen de réunir des fonds pour leur permettre de créer une activité dans le futur. Certains ont déclaré qu'ils préféreraient quitter complètement l'activité agricole. D'autres prévoient qu'ils devraient poursuivre leur travail dans la production de cacao comme source supplémentaire de revenu, si possible en qualité de propriétaire, et l'exploitation agricole représenterait un investissement à long terme.

Les responsables politiques doivent pouvoir discerner ces différentes catégories. Les programmes de formation agricole doivent être ajustés pour répondre aux besoins des jeunes qui ont quitté le système éducatif en plus des jeunes qui suivent des cours dans le secondaire ou le tertiaire qui pourraient être plus motivés pour rester dans le secteur de l'agriculture, si on leur offre les opportunités et les récompenses adéquates. Certains jeunes sont de toute évidence intéressés par l'agriculture comme activité commerciale (avec une préférence pour la propriété de l'exploitation agricole). En parallèle avec une urbanisation et un commerce en plein développement, et la naissance de sociétés plus puissantes, les opportunités d'emploi augmentent dans le secteur de l'agroalimentaire. Une politique d'éducation et de formation efficace, répondant à la fois aux besoins des employeurs et des employés, est cruciale.

Une série de possibilités plus ou moins viables (la marge de possibilités) se présente aux jeunes lorsqu'ils tentent de devenir indépendants. Cette marge de possibilités dépend des politiques mondiales, nationales et régionales, des institutions et des marchés, et des facteurs sociaux et culturels. Les capacités des jeunes à exploiter avec succès leur marge de possibilités dépendent de leur accès aux ressources, aux réseaux sociaux, aux informations, de leurs connaissances et de leurs compétences; elles dépendent également de leur attitude (par exemple envers les risques et les déplacements),

de leur imagination et de leur clairvoyance, et de leur capacité à exploiter les opportunités.

Pour comprendre la marge de possibilité des jeunes, il faut aller au-delà de la vision politique actuelle de l'agriculture et prendre en compte l'ensemble des activités du secteur agroalimentaire y compris la transformation, le marketing, la vente au détail et l'exportation.

Réponses politiques au problème des jeunes et de l'agriculture

D'une manière générale, les responsables politiques ont réagi aux pressions pour tenter de résoudre le problème des jeunes et de l'agriculture avec l'une des (rares) mesures adoptées: la formation pour acquérir des compétences dans l'agriculture (comprenant parfois l'entrepreneuriat), la distribution ciblée de financements agricoles et de microcrédits, les programmes d'exploitation agricole groupée, et la mécanisation de l'agriculture. Dans l'État de Kwara au Nigeria, ces mesures se traduisent par un meilleur accès à l'agriculture commerciale par les jeunes (Encadré 3).

Le futur des jeunes issus du milieu rural, dans l'agriculture^{xi}

En vue de bâtir un avenir porteur de sens pour les jeunes issus du milieu rural, il s'agit de résoudre des questions larges et fondamentales: À qui appartiendront les terres? Les jeunes auront-ils la possibilité de réaliser une agriculture respectueuse de l'environnement (et recevront-ils le soutien nécessaire pour cela) pour se nourrir eux-mêmes, leur famille et disposer d'excédents? De quelle manière peut-on passer de zones rurales laissées pour compte à des régions où les jeunes ont accès à des services de qualité et disposent d'opportunités rentables, et où l'innovation est présente que ce soit au niveau de la production

Encadré 3 : Les jeunes agriculteurs et le dilemme nigérien du développement^{ix}

Le secteur agricole traverse une période de profonde transformation au Nigeria. La croissance de la population rurale signifie que la main d'œuvre est plus nombreuse, les compétences augmentent et le nombre de consommateurs est plus élevé. L'urbanisation équivaut à moins de main d'œuvre dans les champs mais la croissance rapide de la population urbaine offre une opportunité sans précédent de commercialisation du secteur agricole puisque les prix des matières premières augmentent ce qui encourage l'investissement dans les nouvelles technologies. Les responsables politiques se trouvent dans une situation délicate: ils doivent trouver des stratégies permettant de faciliter la modernisation des petites exploitations agricoles tout en prenant en compte le passage de la population agricole âgée à une nouvelle génération de producteurs.

La nouvelle stratégie politique (en particulier dans l'État de Kwara) consiste à faciliter l'accès aux terres et au crédit pour les individus et les sociétés qui développent des exploitations agricoles commerciales de plus grande taille. Dans les faits, cela signifie que l'aide se déplace vers un secteur plus structuré de l'agriculture plutôt que de soutenir des exploitations de petite taille, orientées vers l'agriculture commerciale.^x

L'État a un rôle clé à jouer en termes de croissance et de durabilité concernant l'agriculture commerciale. Ceci est particulièrement vrai lorsque le système de propriété foncière limite l'accès aux sols, les infrastructures sont rudimentaires et les banques commerciales frileuses quant aux prêts accordés dans le secteur de l'agriculture. Les activités menées dans l'État de Kwara sont un exemple de cette situation.

L'État de Kwara dispose d'excellentes terres cultivables et bénéficie d'un climat favorable. Le gouvernement de l'État estime que le développement de l'agriculture commerciale est un facteur de développement socioéconomique, et il le soutient par le biais de trois modèles différents. Le premier, le plus récent, est le modèle des exploitations commerciales à grande échelle et subventionnées de Shonga. Dans l'étude à Shonga, 13 agriculteurs venus du Zimbabwe ont bénéficié de terres, d'infrastructures et de crédit pour mettre à l'essai une exploitation de grande envergure dans les conditions nigériennes, et ont formé les jeunes agriculteurs. Ce modèle est reproduit dans tout l'État. Il s'agit de savoir s'il peut être reproduit sans requérir de subventions de l'État.

Le second modèle est un modèle issu du programme de 'retour vers les champs' s'adressant aux jeunes ne disposant que d'une expérience réduite dans le secteur agricole et ne sont pas intéressés par ce qu'ils perçoivent comme les techniques traditionnelles de culture. Un nouveau programme de développement professionnel des jeunes par le biais de l'agriculture a été lancé pour former les jeunes aux systèmes d'exploitations agricoles commerciales. Après la formation, l'État de Kwara s'est engagé à aider les jeunes agriculteurs à accéder aux crédits bancaires et aux terres (y compris la séparation de terres des exploitations de Shonga) dans leurs régions (*local government areas ou LGA*). Toutefois, la présence de partisans au sein des administrations est nécessaire; sinon, les jeunes agriculteurs peinent à trouver des financements. L'accès aux terres peut également représenter un problème dans certaines LGA en l'absence d'intervention du gouvernement de l'État.

Le troisième modèle consiste à fournir un soutien limité, comme des financements subventionnés, aux exploitations de petite taille, et les laisser développer leurs propres systèmes pour faire progresser l'agriculture. Il semble que cette stratégie ne soit pas efficace pour soutenir une croissance rapide de la productivité, et elle reçoit peu d'appuis.

Les trois modèles entrent en concurrence pour l'obtention de ressources de l'État, et de puissantes pressions économiques et politiques entrent en jeu. On considère souvent que les jeunes n'atteignent pas les objectifs fixés en matière de développement rural. De nombreux jeunes Nigériens regardent l'agriculture avec un certain dédain. Il existe cependant un enthousiasme évident concernant les activités d'entrepreneuriat sur les marchés et en termes de chaînes de valeur à l'échelle du pays, et au-delà des frontières. La formation agricole concerne principalement la science et la technologie alors qu'il faut également insister sur le développement des affaires et la gestion. La politique de développement doit donner la priorité aux chaînes de valeur, aux institutions et aux infrastructures de soutien. Les jeunes considéreront probablement que cette approche est plus adaptée à leurs besoins et à leurs aspirations.

agricole ou du marketing, dans les entreprises non-agricoles ou pour la génération énergétique?

Il faut débattre de ces questions, au niveau des responsables politiques et des jeunes issus des campagnes.

Le futur des jeunes issus du milieu rural, dans l'agriculture

En vue de bâtir un avenir porteur de sens pour les jeunes issus du milieu rural, il s'agit de résoudre des questions larges et fondamentales: À qui appartiendront les terres? Les jeunes auront-ils la possibilité de réaliser une agriculture respectueuse de l'environnement (et recevront-ils le soutien nécessaire pour cela) pour se nourrir eux-mêmes, leur famille et disposer d'excédents? De quelle manière peut-on passer de zones rurales laissées pour compte à des régions où les jeunes ont accès à des services de qualité et disposent d'opportunités rentables, et où l'innovation est présente que ce soit au niveau de la production agricole ou du marketing, dans les entreprises non-agricoles ou pour la génération énergétique?^{xii}

Il faut débattre de ces questions, au niveau des responsables politiques et des jeunes issus des campagnes.

Implication des jeunes dans les processus politiques^{xiii}

On considère de plus en plus la participation des jeunes aux processus politiques comme un droit politique et un avantage pratique. Il implique les connaissances, l'expérience et l'engagement des jeunes dans les questions politiques.

Pour encourager ces pratiques, des conseils nationaux de la jeunesse (*National Youth Councils ou NYC*) ont été créés dans plus de 100 États-membres de l'ONU; le Nigeria dispose d'un parlement de la jeunesse, la Tanzanie réserve des sièges au parlement pour de jeunes membres, et des associations de la jeunesse existent dans toute l'Afrique.

Toutefois, des questions se posent toujours concernant une participation appropriée et fructueuse des jeunes. Dans certains pays, les NYC sont des acteurs clés de la prise de décisions concernant les questions relatives aux jeunes; dans d'autres, elles sont purement symboliques ou sont dysfonctionnelles. La plupart des NYC dépend du financement de l'État ce qui soulève la question de l'ingérence.

Qui participe? Les groupes de jeunes dont les besoins, les souhaits et les problèmes sont divers ne prennent pas en compte les différences telles que le sexe, l'origine sociale, le niveau de formation et l'emplacement rural ou urbain. Les consultations se polarisent souvent sur la ville et peuvent être menées dans des langues administratives officielles. Les jeunes dirigeants se trouvent souvent dans les villes. Il s'agit de personnes de sexe masculin, ayant bénéficié d'une certaine éducation; mais cela ne signifie pas qu'ils aient les capacités de poser leurs questions aux adultes quant aux problèmes politiques et d'attribution des ressources.

Les responsables politiques ne doivent plus considérer les jeunes comme un groupe de personnes indifférencié et problématique, qu'il faudrait diriger et corriger. Les politiques agricoles pourraient alors être orientées vers les divers besoins et les manières dont les jeunes participent à l'exploitation agricole. Une solution unique et identique pour tous n'est pas appropriée.

Il faut également mettre en place un cadre juridique et politique avantageux pour les jeunes. Ils doivent soutenir les compétences et les capacités des jeunes en termes de développement de leur propre avenir, et participer en qualité de partenaires pour le développement.^{xiv}

Les jeunes doivent être considérés comme étant un facteur de solution face aux difficultés auxquels ils sont confrontés. Dans le cas contraire, les politiques pourraient échouer car les différences sont considérables entre le monde et l'expérience des adultes et ceux des jeunes, en termes de migrations, de mobilité, de style de vie, entre autres.

Conclusions utiles pour les responsables politiques

- Les attentes des responsables politiques quant au rôle des jeunes dans l'agriculture sont souvent en désaccord avec la vision des jeunes eux-mêmes: un grand nombre souhaite travailler en dehors des champs. Les attentes et les aspirations des jeunes sont diverses; elles dépendent de leur origine, de leur éducation et de leur expérience. Il est important d'étudier la manière dont les jeunes sont décrits dans les processus politiques et les suppositions faites quant à leurs souhaits et leurs capacités de travail dans l'agriculture.
- Même lorsque les jeunes ont envie de travailler dans le secteur agricole, un grand nombre d'entre eux doit relever des défis cruciaux pour accéder à la terre, à la main d'œuvre, aux financements, aux connaissances techniques (y compris les compétences en matière d'entrepreneuriat), et au crédit. Les responsables politiques doivent se charger des expropriations s'ils souhaitent que les jeunes aient un avenir dans l'agriculture.
- Les réponses politiques existantes, comme les formations supérieures en termes de compétences dans l'agriculture, l'attribution des financements agricoles et des microcrédits, les programmes d'exploitation de groupe et la mécanisation de l'agriculture, ne permettent pas de résoudre les questions liées aux besoins divers des jeunes, et elles ne sont pas parvenues à développer le secteur de l'agroalimentaire. Les jeunes ont besoins des compétences appropriées pour participer à l'ensemble de la chaîne de valeur, et aux politiques de soutien.
- Les jeunes doivent participer de manière sérieuse aux débats concernant leur avenir dans le secteur de l'agroalimentaire. Les politiques doivent être créées en pensant aux avantages dont doivent bénéficier les jeunes, en considérant ces derniers comme des partenaires, et être façonnées par les jeunes, en qualité de leaders dans le processus de développement.



© Panos/Sven Torfinn

Les jeunes recherchent des emplois en dehors du secteur de l'agriculture traditionnelle.

End Notes

- ⁱ Le Consortium de Future Agricultures (Future Agricultures Consortium) et l'Institut de Recherche Statistique, Sociale et Economique (ISSER) de l'Université du Ghana ont rassemblé des chercheurs, des responsables politiques, le secteur privé et des jeunes, lors de la conférence 'Jeunes, agriculture et alimentation' ('Young People, Farming and Food') qui s'est déroulée à Accra au Ghana en mars 2012 en vue d'étudier la manière dont les jeunes participent au secteur de l'agroalimentaire en Afrique, en qualité de producteurs, d'employés, de consommateurs et de citoyens, et la manière dont ces conclusions sont intégrées aux processus politiques. Voir: <http://www.future-agricultures.org/ypff-conference-resources>
- ⁱⁱ Sumberg, J., Anyidoho, N.A., Leavy, J., te Lintelo, DetWellard, K (2012) 'Introduction: le problème des jeunes et de l'agriculture en Afrique' IDS Bulletin 43:6 1-8
- ⁱⁱⁱ Une recherche sur ISI Web of Science des documents publiés sur les jeunes et l'Afrique a produit 1 908 résultats depuis 1960, et seulement 74 concernaient les jeunes et l'agriculture.
- ^{iv} Suivant le modèle de 'Répulsion/attraction' des migrations.
- ^v Voir: Chinsinga, B et Chasukwa, M (2012) 'Les jeunes, l'agriculture et la réquisition des terres au Malawi', IDS Bulletin 43.6: 67-77
- ^{vi} Tadele, G et Ayalew Gella, A (2012) 'Un dernier recours et souvent pas une option de tout': l'agriculture et les jeunes en Éthiopie IDS Bulletin 43:6 33-43
- ^{vii} La Kebele de Chertekel, la Gozamin Woreda, l'est de Gojjam, la région d'Amhara et la Kebele de Geshgolle, la Qedida Gamella Woreda, la région d'Alaba Tembaro, les nations du sud, les nationalités et les populations régionales.
- ^{viii} Anyidoho, N A., Leavy, J et Aseno-Okyere, K (2012) 'Idées et aspirations: une étude de cas des jeunes du secteur du cacao au Ghana' IDS Bulletin 43:6 20-32
- ^{ix} Ayiro, J A et Mortimore, M (2012) 'Les jeunes agriculteurs et le dilemme nigérien du développement: l'étude à Shonga' IDS Bulletin 43:6: 68-66
- ^x Par exemple la Banque mondiale (2007) Rapport de la Banque Mondiale 2008: l'agriculture pour le développement, Washington DC: Banque Mondiale
- ^{xi} White, B (2012) 'L'agriculture et le problème de générations: les jeunes issus du milieu rural, l'emploi et le futur dans l'agriculture' IDS Bulletin 43:6 9-19
- ^{xii} IFAD (2010) Rapport sur la pauvreté dans le milieu rural 2011, Rome: Fonds International de Développement Agricole
- ^{xiii} Te Lintelo, D (2012) 'Implication des jeunes dans les processus politiques en Afrique (agriculture)? Ce que les politiques nationales des jeunes ont à nous dire' IDS Bulletin 43: 6 90-103
- ^{xiv} SPW/DFID-CSO (2010) La participation des jeunes au développement: un guide pour les organismes de développement et les responsables politiques, Londres SPW/DFID-CSO Groupe de travail de jeunes <http://www.ygproject.org/guide> téléchargé le 23.02.2013

Remerciements:

Ce Point Info a été écrit par **Kate Wellard Dyer** du **Consortium de Futures Agricultures**. Les éditeurs de la série sont **Beatrice Ouma** et **Mike Davison**. Pour plus d'informations sur cette série de Points Infos consultez: www.future-agricultures.org

Le Consortium de Futures Agricultures a pour objectif d'encourager un débat critique et un dialogue politique sur l'avenir de l'agriculture en Afrique. Le Consortium est un partenariat entre des organisations de recherche à travers l'Afrique et au R-U. Le secrétariat du Consortium des Futures Agricultures à l'université de Sussex, Brighton BN1 9RE UK T +44 (0) 1273 915670 E info@future-agricultures.org

Les lecteurs sont encouragés à citer ou reproduire les textes des points infos de Futures Agricultures dans leurs propres publications. En retour, le Consortium de Futures Agricultures demande la reconnaissance qui lui est due et une copie de la publication.

FAC apprécie le soutien du
Département du Royaume Uni pour le développement International (DfID)

